

## **EDITO N° 8 – GUERRE AU LIBAN ET PAIX AU PROCHE ORIENT – 1<sup>er</sup> août 2006**

Près de 60 morts dont 37 enfants. Dans la nuit de samedi à dimanche dernier, la guerre au Liban a atteint un nouveau palier dans l'horreur et la violence quotidienne, avec le raid aérien menée par l'armée israélienne sur la ville de Cana.

Il aura fallu ce que Chirac a appelé « une action injustifiable » pour que le degré de sensibilisation de l'opinion politique française atteigne la normalité face à l'horreur. Sensibilisation qui s'est traduite par de nombreuses manifestations à travers toute la France dès ce lundi, et auxquelles j'ai souhaité m'associer en participant à celle de Figeac.

Ce conflit, cette guerre, qui a débuté il y a de cela trois semaines a d'ores et déjà fait près de 600 morts dont plus des 2/3 sont des civils, mais également 4 observateurs des nations unies. Même si nous devons condamner les prises d'otages qui, dans tout conflit, servent de monnaie d'échange, il est difficilement acceptable que l'enlèvement de deux soldats serve de prétexte à des attaques militaires contre la population civile, contre des infrastructures et services vitaux dans plusieurs régions du Liban. Aujourd'hui, c'est plus de 10% de la population libanaise qui est contrainte, à cause de cette violence meurtrière, de se déplacer.

Ne machons pas nos mots : l'intrusion israélienne au Liban n'est pas acceptable. C'est toujours le peuple qui souffre : Le peuple libanais par ces attaques quotidiennes, et le peuple israélien par les représailles consécutives à ces attaques.

Assez d'hypocrisie : le poids des Etats Unis sur les institutions internationales tel que le Conseil de sécurité de l'ONU, nous amène à des résolutions aux tournures de phrases empesées et vaines. Les agissements, ces derniers jours, de la diplomatie américaine et de sa première représentante (Condoleeza Rice) ne peuvent jeter que le trouble dans ce conflit. Aujourd'hui, la France et ses partenaires doivent prendre l'initiative, au niveau de la communauté européenne, au niveau des instances internationales, en veillant à impliquer l'ensemble des acteurs. L'objectif qui doit être assigné à la fin de ce conflit passe par un cessez-le-feu immédiat, adossé à une solution politique pérenne.

Car pendant ce temps, le peuple souffre et saigne.

Pas question pour moi de rentrer dans le « Qui a tort, qui a raison ». Les peuples libanais, israéliens et palestiniens ont le droit de vivre en paix. Les droits de chacun ne pourront être obtenus que par le respect du droit international. Cela se traduit notamment par l'application sans délais de l'ensemble des résolutions de l'ONU, par une démilitarisation de la frontière libano-israélienne, par le désarmement total des milices pour garantir la sécurité d'Israël et la souveraineté du Liban.

Jean LAUNAY